

Déjà en 1979, les intellectuels dénonçaient l'imposture de Bernard-Henri Lévy

Nous reproduisons tel quel la lettre du 9 juillet 1979 que le philosophe et psychanalyste Cornélius Castoriadis, adressa au Nouvel Observateur pour critiquer l'éloge que fit l'hebdomadaire de l'ouvrage de Bernard-Henri Lévy : « Le Testament de Dieu » paru quelques temps avant, cette critique nous exonère d'en rajouter sur le personnage Bernard-Henri Lévy. Cette critique de Cornélius Castoriadis, qui était trotskiste « L'industrie du vide » nous démontre que déjà le Napoléon de la bêtise philosophique et du mélange de la philosophie avec le business perçait sous le Napoléon de la boursouflure intellectuelle.

Quelques faits : Né en 1922, Cornélius Castoriadis mène des études de droit, d'économie et de philosophie à Athènes. Militant dès l'âge de 15 ans dans l'Organisation des Jeunes Communistes, illégale sous le régime de la dictature, il rompt, quelques années plus tard, avec un parti communiste qu'il découvre chauvin et bureaucratique pour se rallier au parti trotskiste. Se sentant menacé à la fois par les fascistes et les communistes qui, dit-on, veulent sa liquidation physique, il décide, en décembre 1945, de s'installer en France pour faire sa thèse de philosophie. Tenant pour insuffisante la critique du stalinisme proposée par le courant trotskiste, il décide avec Claude Lefort de créer le groupe et la revue « Socialisme ou barbarie » qui allie l'engagement à la réflexion politique et philosophique. Sans cesser l'analyse critique du monde capitaliste, il dénonce « le présent d'une illusion » dans les régimes qui font dériver de la pensée marxiste des idéologies

réactionnaires. Il est un des premiers à démonter la logique des pouvoirs totalitaires.¹ Parallèlement à la rédaction de nombreux articles qu'il publie sur la société bureaucratique et l'expérience du mouvement ouvrier il est fonctionnaire international à l'O.C.D.E. en qualité d'expert aux questions économiques. En 1975, il publie « L'institution imaginaire de la société » où l'idée politico-sociale d'autogestion s'approfondit dans une pensée de l'autonomie qui conduit Castoriadis à poser l'imaginaire au centre de la création sociale comme surgissement d'une nouveauté radicale. Développement d'une pensée philosophique de l'imaginaire qui induit de nouveaux contenus de connaissance, dans le cadre d'une conception originale du social-historique et du rapport entre psyché et société. En 1977, il fonde une nouvelle revue avec Claude Lefort², Marcel Gauchet, Miguel Abensour, Pierre Clastres et Maurice Luciani, « Libre », qui ne comptera que quelques numéros. Désireux de dégager une intelligibilité des relations, entre logiques de société et mécanismes psychiques, il entreprend une lecture approfondie de la théorie freudienne. La lettre qu'il envoie au *Nouvel Observateur*, pour critiquer l'ouvrage de Bernard-Henri Lévy prend toute sa force dans l'engagement de Castoriadis, engagement qui pour lui nécessitait une absolue cohérence de sa position critique et donc une absolue honnêteté intellectuelle.

Certes l'article est long mais il n'est pas aride et vaut que l'on s'y arrête, ne serait-ce que pour nous amener à la réflexion, plaisir qui devient de plus en plus rare et surtout nous permettre d'imaginer la pâleur de Monsieur Lévy à la lecture de cette critique, et ce qu'écrit Castoriadis du jeune Bernard-Henri Lévy est malheureusement toujours d'actualité, car selon le bon vieux proverbe « c'est avec les jeunes imbéciles que l'ont fait les vieux c..... »

Michel Ciardi

Cornelius Castoriadis, « L'industrie du vide » paru dans Le Nouvel Observateur, 9 juillet 1979

Il est regrettable que la lettre de Pierre Vidal-Naquet publiée dans Le Nouvel Observateur du 18 juin 1979 (p. 42) ait été amputée de quelques passages importants : « Il suffit, en effet, de jeter un rapide coup d'œil sur ce livre pour s'apercevoir que, loin d'être un ouvrage majeur de philosophie politique, il fourmille littéralement d'erreurs grossières, d'à-peu-près, de citations fausses ou d'affirmations délirantes. Devant l'énorme tapage publicitaire dont bénéficie ce livre, et indépendamment de toute question politique et notamment de la nécessaire lutte contre le totalitarisme, il importe de rétablir, dans les discussions intellectuelles, un minimum de probité [...]. Qu'il s'agisse d'histoire biblique, d'histoire grecque ou d'histoire contemporaine, M. Bernard-Henri Lévy affiche, dans tous les domaines, la même consternante ignorance, la même stupéfiante outrecuidance, qu'on en juge : [...]. »

Shmuel Trigano avait corroboré d'avance ce jugement, quant à l'histoire et l'exégèse bibliques, dans Le Monde (25 mai 1979). Il est simplement indécent de parler à ce propos de « jeu de la cuistrerie » et de prétendre que l'on veut « censurer toute parole qui n'aurait point d'abord comparu au grand tribunal des agrégés », comme a le front de le faire quelqu'un qui occupe les médias presque autant que la « bande des quatre » et pour y produire un vide de la même qualité. Vidal-Naquet n'a pas demandé aux responsables des publications de « renforcer le contrôle sur la production des idées et leur circulation ». Il s'est dressé contre la honteuse dégradation de la fonction critique dans la France contemporaine. De cette dégradation, il est évident que les directeurs des publications sont aussi responsables – comme ils l'étaient (et le restent) d'avoir, pendant des décennies, présenté ou laissé présenter comme « socialisme » et « révolution » le pouvoir totalitaire des Staline et des Mao. Mais peut-être que l'auteur, du haut de la nouvelle « éthique » qu'il veut enseigner au monde, nous dira-t-il, comme naguère les « philosophes du désir », que « la responsabilité est un concept de flic » ? Peut-être n'a-t-il qu'une notion carcérale et

policière de la responsabilité ?

Dans la « République des Lettres », il y a – il y avait avant la montée des imposteurs – des mœurs, des règles et des standards. Si quelqu'un ne les respecte pas, c'est aux autres de le rappeler à l'ordre et de mettre en garde le public. Si cela n'est pas fait, on le sait de longue date, la démagogie incontrôlée conduit à la tyrannie. Elle engendre la destruction – qui progresse devant nos yeux – des normes et des comportements effectifs, publics sociaux que présuppose la recherche en commun de la vérité. Ce dont nous sommes tous responsables, en tant que sujets politiques précisément, ce n'est pas de la vérité intemporelle, transcendantale, des mathématiques ou de la psychanalyse ; si elle existe, celle-ci est soustraite à tout risque. Ce dont nous sommes responsables, c'est de la présence effective de cette vérité dans et pour la société où nous vivons. Et c'est elle que ruinent aussi bien le totalitarisme que l'imposture publicitaire. Ne pas se dresser contre l'imposture, ne pas la dénoncer, c'est se rendre coresponsable de son éventuelle victoire. Plus insidieuse, l'imposture publicitaire n'est pas, à la longue, moins dangereuse que l'imposture totalitaire. Par des moyens différents, l'une et l'autre détruisent l'existence d'un espace public de pensée, de confrontation, de critique réciproque. La distance entre les deux, du reste, n'est pas si grande, et les procédés utilisés sont souvent les mêmes. Dans la réponse de l'auteur, on retrouve un bon échantillonnage des procédés de la fourberie stalinienne. Pris la main dans le sac, le voleur crie au voleur. Ayant falsifié l'Ancien Testament, il accuse Vidal-Naquet de falsification à ce même propos, et à ce même propos il se refalsifie lui-même (prétendant qu'il n'a pas écrit ce qu'il a écrit et renvoyant à d'autres pages qui n'ont rien à voir). On retrouve aussi les mêmes procédés d'intimidation : voyez-vous, désormais, relever les erreurs et les falsifications d'un auteur relève de la « délation », du « rapport de police », du « caporalisme savant » et des tâches de « procureur ». (Ainsi, Marchais engueule

les journalistes : « Messieurs, vous ne savez pas ce qu'est la démocratie. »)

Ce qui importe n'est pas, évidemment, le cas de la personne, mais la question générale que Vidal-Naquet posait à la fin de sa lettre et que je reformulerai ainsi : sous quelles conditions sociologiques et anthropologiques, dans un pays de vieille et grande culture, un « auteur » peut-il se permettre d'écrire n'importe quoi, la « critique » le porter aux nues, le public le suivre docilement – et ceux qui dévoilent l'imposture, sans nullement être réduits au silence ou emprisonnés, n'avoir aucun écho effectif ?

Question qui n'est qu'un aspect d'une autre, beaucoup plus vaste : la décomposition et la crise de la société et de la culture contemporaines. Et, bien entendu aussi, de la crise de la démocratie. Car la démocratie n'est possible que là où il y a un éthos démocratique : responsabilité, pudeur, franchise (parrésia), contrôle réciproque et conscience aiguë de ce que les enjeux publics sont aussi nos enjeux personnels à chacun. Et, sans un tel éthos, il ne peut pas y avoir non plus de « République des Lettres » mais seulement des pseudo-vérités administrées par l'État, par le clergé (monothéiste ou non), par les médias.

Ce processus de destruction accélérée de l'espace public de pensée et de montée de l'imposture exigerait une longue analyse. Ici, je ne peux qu'indiquer et décrire brièvement quelques-unes de ses conditions de possibilité.

La première concerne les « auteurs » eux-mêmes. Il leur faut être privés du sentiment de responsabilité et de pudeur. La pudeur est, évidemment, vertu sociale et politique : sans pudeur, pas de démocratie. (Dans les Lois, Platon voyait très correctement que la démocratie athénienne avait fait des merveilles aussi longtemps que la pudeur, aidôs, y régnait.) En ces matières, l'absence de pudeur est ipso facto mépris d'autrui et du public. Il faut, en effet, un fantastique mépris de son propre métier, de la vérité certes aussi mais tout autant des lecteurs, pour inventer des faits et des

citations. Il faut ce mépris du public au carré pour faire mine, lorsque ces bourdes sont relevées, de retourner l'accusation d'ignorance contre celui qui les a signalées. Et il faut une impudeur sans pareille – ou plutôt que les communistes et les fascistes nous avaient déjà exhibée – pour désigner comme « intellectuel probablement antitotalitaire » (souligné par moi ; le style de l'insinuation, qui pourrait être rétractée si les choses tournaient mal, pue L'Humanité à mille kilomètres) Pierre Vidal-Naquet, qui s'est toujours trouvé, depuis plus de vingt ans, à la première ligne des dénonciateurs du totalitarisme et a combattu la guerre d'Algérie et la torture à une époque où cela, loin de rapporter de confortables droits d'auteur, comportait des risques réels.

Mais des individus richement pourvus de ces absences de qualités ont existé de tout temps. Généralement, ils faisaient fortune dans d'autres trafics, non dans celui des « idées ». Une autre évolution a été nécessaire, celle précisément qui a fait des « idées » un objet de trafic, des marchandises consommables une saison et que l'on jette (oublie) avec le prochain changement de mode. Cela n'a rien à voir avec une « démocratisation de la culture » pas plus que l'expansion de la télévision ne signifie « démocratisation de l'information », mais très précisément, une désinformation uniformément orientée et administrée.

Que l'industrie des médias fasse son profit comme elle peut, c'est, dans le système institué, logique : son affaire, c'est les affaires. Qu'elle trouve des scribes sans scrupule pour jouer ce jeu n'est pas étonnant non plus. Mais tout cela a encore une autre condition de possibilité : l'attitude du public. Les « auteurs » et leurs promoteurs fabriquent et vendent de la camelote. Mais le public l'achète – et n'y voit que de la camelote, des fast-foods. Loin de fournir un motif de consolation, cela traduit une dégradation catastrophique, et qui risque de devenir irréversible, de la relation du public à l'écrit. Plus les gens lisent, moins ils lisent. Ils lisent les livres qu'on leur présente comme « philosophiques »

comme ils lisent les romans policiers. En un sens, certes, ils n'ont pas tort. Mais, en un autre sens, ils désapprennent à lire, à réfléchir, à critiquer. Ils se mettent simplement au courant, comme l'écrivait L'Obs il y a quelques semaines, du « débat le plus chic de la saison ».

Derrière cela, des facteurs historiquement lourds. Corruption des mécanismes mentaux par cinquante ans de mystification totalitaire : des gens qui ont si longtemps accepté l'idée que la terreur stalinienne représentait la forme la plus avancée de la démocratie n'ont pas besoin de grandes contorsions intellectuelles pour avaler l'affirmation que la démocratie athénienne (ou l'autogestion) équivaut au totalitarisme. Mais aussi la crise de l'époque, l'esprit du temps. Minable époque, qui, dans son impuissance à créer ou à reconnaître le nouveau, en est déduite à toujours resucer, remastiquer, recracher, revomir une tradition qu'elle n'est même pas capable de vraiment connaître et de vraiment faire vivre.

Il faut enfin aussi – à la fois condition et résultat de cette évolution – l'altération et la dégradation essentielle de la fonction traditionnelle de la critique. Il faut que la critique cesse d'être critique et devienne, plus ou moins, partie de l'industrie promotionnelle et publicitaire.

Il ne s'agit pas ici de la critique de l'art, qui pose d'autres questions ; ni de la critique dans les domaines des sciences exactes, ou des disciplines spécialisées, où jusqu'ici la communauté des chercheurs a su imposer l'ethos scientifique. Dans ces domaines, du reste, les mystifications sont rares aussi pour une bonne raison : trafiquer les coutumes des Bamilékés ou les décimales de la constante de Planck ne rapporte rien.

Mais trafiquer les idées générales – à l'intersection des « sciences humaines », de la philosophie et de la pensée politique – commence à rapporter beaucoup, notamment en France. Et c'est ici que la fonction de la critique pouvait et devait être importante, non pas parce qu'elle est facile, mais précisément parce qu'elle est difficile. Devant un auteur qui prétend parler de la totalité de l'histoire humaine et des

questions qu'elle soulève, qui et comment peut distinguer s'il s'agit d'un nouveau Platon, Aristote, Montesquieu, Rousseau, Hegel, Marx, Tocqueville – ou d'un faux-monnayeur ?

Que l'on ne vienne pas me dire que c'est aux lecteurs de juger : c'est évident, et futile. Ni que j'invite la critique à fonctionner comme censure, à faire écran entre les auteurs et le public. Ce serait d'une insigne hypocrisie. Car la critique contemporaine accomplit massivement déjà cette fonction de censure : elle enterre sous le silence tout ce qui n'est pas à la mode et tout ce qui est difficile. Parmi ses plus beaux fleurons de honte, par exemple : elle ne mentionne, fugitivement, Lévinas que depuis que celui-ci, pillé-haché menu, a été utilisé dans la macédoine-Lévy. Et elle impose, pour autant que cela dépend d'elle, les « produits ». À croire les critiques français, on n'a produit dans ce pays depuis trente ans que des chefs-d'oeuvre ; et rien qui soit mauvais ou critiquable. Il y a belle lurette que je n'ai vu un critique critiquer vraiment un auteur. (Je ne parle pas des cas où la critique est obligée de se faire l'écho de polémiques entre auteurs ; ni des critiques « politiquement » orientées.) Tout ce qui est publié – tout ce dont on parle – est merveilleux. Le résultat serait-il différent s'il y avait une censure préalable et si les critiques écrivaient sur ordre ? L'asservissement commercial-publicitaire ne diffère pas tellement, de ce point de vue, de l'asservissement totalitaire.

Il y a des standards formels de rigueur, de métier, dont la critique doit exiger le respect, et informer le lecteur si tel n'est pas le cas. Il y a un compte rendu du contenu des ouvrages, aussi honnête et fidèle que possible, à faire (pourquoi le Times Literary Supplement ou la New York Review of Books peuvent-ils le faire et les critiques français non ?). Et il y a un jugement sur le fond que le critique doit risquer et qu'il risque quoi qu'il fasse. Quoi qu'ils fassent, les critiques français qui ont porté aux nues toutes ces années les vedettes successives de l'idéologie française resteront à jamais devant l'histoire avec leur bonnet d'âne.

Le respect des standards formels de rigueur n'est pas une question « formelle ». Le critique doit me dire si l'auteur invente des faits et des citations, soit gratuitement, ce qui crée une présomption d'ignorance et d'irresponsabilité, soit pour les besoins de sa cause, ce qui crée une présomption de malhonnêteté intellectuelle. Faire cela, ce n'est pas être un cuistre, mais faire son travail. Ne pas le faire, c'est abuser son public et voler son salaire. Le critique est chargé d'une fonction publique, sociale et démocratique, de contrôle et d'éducation. Vous êtes libre d'écrire et de publier n'importe quoi ; mais si vous plagiez Saint-John Perse, sachez que cela sera dit haut et fort. Fonction d'éducation des futurs auteurs et des lecteurs, d'autant plus vitale aujourd'hui que l'éducation scolaire et universitaire se dégrade constamment. Pour deux raisons, le respect de ces standards est important. D'abord parce qu'il montre si l'auteur est capable ou pas de se soumettre à certaines lois, de s'autodiscipliner, sans contrainte matérielle ou extérieure. Aucune nécessité logique, ici : dans l'abstrait, on peut concevoir qu'un auteur génial maltraite au possible les faits et les citations. Mais, par un de ces mystères de la vie de l'esprit – visiblement impénétrables pour les génies-Darty –, on n'en connaît guère d'exemple. Il se trouve que les grands créateurs ont toujours aussi été des artisans acharnés. Que Michel-Ange allait surveiller lui-même l'extraction de ses marbres dans les carrières. Que, lorsqu'un savant archéologue a voulu dénoncer des « inexactitudes » dans Salammbô – roman, non pas ouvrage historique –, Flaubert a pu lui démontrer qu'il connaissait l'archéologie punique et romaine mieux que lui. Mais aussi parce qu'il n'y a pas d'abîme séparant le « formel » et le « substantiel ». Si les critiques avaient tiqué sur le désormais célèbre auteur Hali-baba-carnasse, ils auraient facilement découvert, de fil en aiguille, que l'« auteur » tire son « érudition éblouissante » du Bailly (excellent dictionnaire pour les terminales des lycées, mais pas pour une enquête sur la culture grecque) et que les âneries qu'il raconte sur l'absence de « conscience » en Grèce tombent déjà

devant cette phrase de Ménandre : « Pour les mortels, la conscience est dieu. » S'ils avaient tiqué devant la « mise à mort du Dieu » par Robespierre, ils auraient peut-être plus facilement vu ce qui est gros comme une maison : que l'« auteur » falsifie les faits pour lier athéisme et Terreur, et brouiller l'évidence historique massive montrant que les « monothéismes » ont été, infiniment plus que les autres croyances, sources de guerres saintes, d'extermination des allodoxes, complices des pouvoirs les plus oppressifs ; et qu'ils ont, dans deux cas et demi sur trois, explicitement réclamé ou essayé d'imposer la confusion du religieux et du politique.

Si la critique continue à abdiquer sa fonction, les autres intellectuels et écrivains auront le devoir de la remplacer. Cette tâche devient maintenant une tâche éthique et politique. Que cette camelote doive passer de mode, c'est certain : elle est, comme tous les produits contemporains, à obsolescence incorporée. Mais le système dans et par lequel il y a ces camelotes doit être combattu dans chacune de ses manifestations. Nous avons à lutter pour la préservation d'un authentique espace public de pensée contre les pouvoirs de l'État, mais aussi contre le bluff, la démagogie et la prostitution de l'esprit.

Cornelius Castoriadis